

**Trois otages, dont deux élèves qui avaient été kidnappés début novembre en même temps que 79 autres à Bamenda, chef-lieu de la région anglophone du Nord-Ouest du Cameroun en conflit, ont été libérés lundi, a appris l'AFP de sources concordantes.**

Sur quatre otages qui restaient en captivité après un enlèvement massif à la Presbyterian Secondary School (PSS) de Bamenda, "trois ont été libérés" lundi, a affirmé un responsable administratif de la région, confirmant une information obtenue auprès d'une source proche de cet établissement.

"Les trois otages libérés sont deux élèves et un encadreur. Il reste un dernier encadreur dont nous n'avons pas encore confirmé la libération", a ajouté le responsable administratif, sans donner de précisions sur les conditions de l'opération.

L'encadreur libéré lundi est la directrice de la PSS, qui avait été enlevée en même temps que ses élèves, selon la source proche de cet établissement.

"Elle m'a envoyé un message pour me dire qu'elle était libre", a indiqué cette source. Le 5 novembre, 83 personnes, des élèves pour la plupart, avaient été kidnappées au PSS. Deux jours après, les autorités avaient annoncé la libération de 79 élèves en précisant que quatre personnes restaient en captivité.

Fin octobre, onze autres élèves avaient été enlevés à la PSS puis libérés quelques jours plus tard. Dans les deux régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, une crise socio-politique sans précédent s'est installée fin 2016. Elle s'est transformée fin 2017 en conflit armé.

Des affrontements entre armée et séparatistes, regroupés en groupes épars dans la forêt équatoriale, s'y produisent quasiment tous les jours depuis plusieurs mois.

Les séparatistes ont décrété un boycott des établissements scolaires, estimant que le système scolaire francophone marginalise les étudiants anglophones. Les attaques de séparatistes armés contre des écoles sont nombreuses depuis le début du conflit. Mi-octobre, six élèves avaient été enlevés dans une attaque de lycée à Bamenda, selon des sources concordantes. Les autorités avaient démenti.

Le jour de la rentrée scolaire début septembre, un directeur d'école a été assassiné, un professeur mutilé et plusieurs lycées attaqués.

---

**AFP**

---